

La Suisse confirme l'expulsion de l'ancien directeur de Radio Mille Collines

Jean-Claude Buhner

Le Monde, 21 août 1994, page 4

Suite à des révélations et protestations de la presse, les autorités helvétiques ont confirmé, vendredi 19 août, l'expulsion, la veille, vers le Zaïre de Félicien Kabuga, président et principal actionnaire de l'ex-radio gouvernementale rwandaise Mille Collines, qui s'était sinistrement distinguée par ses incessants appels au massacre des Tutsis et de l'opposition démocratique. Un communiqué du département fédéral de justice et police (DFJP) précise que M. Kabuga était arrivé en Suisse, le 13 juin, accompagné de sa femme et de leurs sept, enfants et qu'il avait déposé une demande d'asile le 9 août à Genève. Alors que le Nouveau Quotidien de Lausanne titre. " La Suisse laisse délibérément filer un criminel rwandais ", la télévision romande s'est demandée si M. Kabuga n'a pas bénéficié de " protections " dans l'administration pour s'en tirer à si bon compte. En tout cas, les explications fournies trahissent l'embarras. Selon le porte-parole du DFJP, Viktor Schlumpf, M. Kabuga s'était vu accorder un visa le 9 juin par le chef de l'Office fédéral des

étrangers, tandis que, le 14 juin, le ministère des affaires étrangères contactait l'ambassade de Suisse à Kinshasa en lui enjoignant de refuser le visa ou de l'annuler s'il était déjà délivré. Pendant plusieurs semaines, M. Kabuga et sa famille ont vécu sans être inquiétés dans un hôtel de Berne. Interrogés le 27 juin par un journaliste qui voulait en avoir confirmation, les deux départements concernés avaient nié qu'il séjournait en Suisse. Se référant à l'avis des observateurs internationaux, le DFJP a été amené à constater que la radio a expressément appelé au massacre des Tutsis et a également incité les Hutus à fuir vers le Zaïre. Berne note cependant que, pour établir la responsabilité personnelle de M. Kabuga dans cette campagne, " il aurait fallu longuement enquêter sur place, ce qui n'est pas facile ". Enfin, les autorités fédérales indiquent avoir " pris des mesures pour éviter que des personnes soupçonnées de participation au génocide au Rwanda trouvent refuge en Suisse ".